

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Lisez chaque jour notre série
en page 3, intitulée :

Contre le gouvernement Giscard-Barre.
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche.
Lutter dans l'unité.
S'organiser avec le parti des ouvriers et des
paysans, le parti marxiste-léniniste.

Aujourd'hui :
travailler à l'unité de la
classe ouvrière

Editorial

Boussac liquidé

Ce n'est pas aux travailleurs de payer

Le mardi 30 mai nous parvenait la nouvelle de la mise en liquidation judiciaire du trust Boussac, l'un des grands du textile, créé il y a à peu près une cinquantaine d'années.

Cette mise en liquidation judiciaire a été décidée au plus haut niveau. Le plan Petit ayant été rejeté, il ne restait plus d'autre solution, d'autant plus que Barre avait donné le feu vert ainsi que Monory, le ministre de l'Industrie.

Le télégramme de Barre, envoyé à Stoléra, était une preuve supplémentaire. Passant par-dessus la tête de tout le monde, il montrait la volonté d'en finir avec le « canard boiteux » Boussac et de préparer l'opinion publique à une telle éventualité.

La conclusion de cette affaire est le lent abouissement du processus de restructuration du textile dans le cadre de la course aux profits au niveau mondial.

Les monopoles sont l'ennemi No 1 des travailleurs et la contradiction principale est bien celle opposant la bourgeoisie au prolétariat, mais la lutte est dure entre les monopoles et les plus faibles doivent crever pour laisser la place aux plus forts et aux plus rentables, c'est ça le capitalisme.

Peu nous importe que Boussac perde une partie de son empire ; il a suffisamment de billes ailleurs et restera quand même un requin. Ce qui nous importe à nous, c'est l'avenir des 10 600 travailleurs du groupe Boussac secteur textile, c'est l'avenir des travailleurs de la vallée du Rabaudeau, de celle de la Moselle et d'ailleurs...

La colère des travailleurs de Boussac, qui s'était déjà manifestée lors de l'annonce du plan Petit et qui s'était concrétisée par l'invasion des locaux où se tenait la réunion du conseil d'administration, s'est considérablement accentuée. Le 26 mai, 15 000 personnes ont manifesté à Epinal.

En mettant sur pied cette liquidation judiciaire, c'est une véritable déclaration de guerre contre toute la classe ouvrière que vient de faire le gouvernement.

Après Terrin, c'est Boussac et après à qui le tour ? Que faut-il faire pour riposter à tous ces licenciements ? Se battre pied à pied comme à Montefibre, occuper les usines, populariser et coordonner les luttes ou bien négocier bien gentiment avec les patrons, douillettement assis dans les fauteuils au siège du CNPF ou chez Barre ?

Pour nous, la réponse est claire. Il faut se battre et tout de suite, ne pas se laisser endormir par les belles promesses patronales et gouvernementales, engager la lutte sur le terrain, créer ainsi un rapport de force favorable aux travailleurs et arracher des concessions importantes aux monopoles.

Quand des milliers de travailleurs sont licenciés, la lutte s'impose, globale et résolue contre le capitalisme. Quand rien n'est fait pour appeler les travailleurs à la lutte, il est aisé de venir dire après que les travailleurs ne sont pas prêts à lutter.

L'unité à la base et dans l'action de tous les travailleurs est plus importante que les prétendus accords unitaires des confédérations syndicales d'où les intérêts des travailleurs sont absents.

Seule la lutte paie ! Non à tout licenciement !

Ouverture du Mondial

VIDELA ISOLÉ

Jeudi, s'ouvre le Mondial de football. La junte fasciste argentine qui comptait utiliser cette grande manifestation sportive pour redorer son blason, a échoué.

Jamais une campagne politique autour d'une rencontre sportive n'avait rencontré un tel succès, particulièrement dans notre pays.

Non seulement les initiatives du COBA, pétitions, meetings, expositions, manifestations, comme celle de Paris mercredi soir, rassemblant 10 000 personnes, ont touché de plus en plus de

monde, mais surtout les milieux sportifs eux-mêmes ont été particulièrement remués par cette campagne.

Tous ont été obligés de prendre position, de se déterminer, de se poser des questions. On a pu le voir encore ces jours-ci avec les nouvelles prises de position de Michel Hidalgo déclarant « Je peux dire que si un représentant du pouvoir actuel désire se prêter à une photo ou à une manifestation publique avec moi, je refuserais », ou celle de Rocheteau : « Je serais bien sûr favorable à une action

collective. Je me sentirais mal dans ma peau, si nous n'entreprenions rien à l'occasion du match contre l'Argentine » ; de Jean-Marc Guillou : « Grâce au sport, nous pourrions dénoncer des choses », ou enfin l'initiative de l'Union nationale des footballeurs professionnels fournissant à chaque joueur un dossier accusateur sur la situation politique et économique en Argentine.

Faire connaître la situation du peuple argentin, lui apporter la solidarité des peuples du monde, rendre plus difficile l'action des fas-

cistes argentins, n'était-ce pas là le but de la campagne du boycott ?

Cette campagne est donc un succès, même si le Mondial peut aujourd'hui s'ouvrir, comme en témoigne encore la déclaration de Rocheteau : « La campagne pour le boycott a servi, c'est indéniable. La campagne du boycott a pu éclairer les gens sur la situation en Argentine. Les joueurs ont été sensibilisés. Il y en a beaucoup qui ne connaissent pas la situation dans ce pays. Maintenant, ils savent où ils vont ».



« Pas de football entre les camps de concentration ! ». « Videla assassin, Giscard complice ! ». « Derrière la télé, entendez le cri des torturés ! »

Ce sont plus de 10 000 personnes qui ont manifesté mercredi soir à Paris, à l'appel du COBA.

Des abords de l'Arc de la République jusqu'à la Nation, en passant par Belleville, Paris a retenti pendant près de deux heures, des slogans exprimant la solidarité au peuple argentin. Cette manifestation est un succès ; après les multiples interdictions prononcées par Giscard et la répression exercée à l'encontre des militants du COBA, la mobilisation a fini par s'imposer.

C'est un succès pour le peuple argentin qui combat, et un échec pour la junte sanguinaire de Videla et ceux qui, dans notre pays, la soutiennent et s'en rendent complices.

• Madagascar

Qui a intérêt à semer le trouble ?

Lundi, à Antananarivo, la capitale du pays, les lycéens manifestaient pour protester contre les conditions dans lesquelles se sont déroulées les épreuves du baccalauréat en avril dernier. De violents affrontements se sont produits faisant trois victimes : un manifestant, un policier et une secrétaire de l'ambassade de France atteinte par une balle perdue. Puis s'ensuivirent des actes de pillage axés, semble-t-il, contre les magasins indiens. Que s'est-il passé ?

Les étudiants ont refusé de s'associer à ces mouvements ; très vite aussi, les lycéens ont appelé à se désolidariser de ceux qui étaient à l'origine de ces pillages. Mardi, ils ont organisé un meeting pour protester contre la récupération du mouvement, qu'ils avaient lancé la veille, par des « faiseurs de troubles ».

Ils ont également déclaré que leur but était de faire connaître leurs revendications, mais qu'en aucun cas, ils n'avaient l'intention de « tout casser ». Que ce soient les étudiants ou les lycéens ou encore le gouvernement, tous s'accordent à dire que ces éléments ne faisaient pas partie du mouvement lycéen.

A l'heure actuelle, tout semble calme dans les rues de la capitale. Les forces de police sont, semble-t-il, peu intervenues.

La radio malgache a appelé à la vigilance de la population « face aux manœuvres de l'ennemi qui cherche à abattre les régimes progressistes dans l'océan Indien ».

Quelques jours auparavant, le samedi, le président de la République avait dénoncé « certains sabotages » et « certaines ingérences » dans les affaires intérieures malgaches ainsi que « l'envoi de mercenaires pour déstabiliser la région ».

Évoquant par ailleurs la session spéciale de l'ONU, le président Ratsiraka, après avoir souligné que Madagascar n'est pas un pays surarmé mais au contraire désarmé, a déclaré qu'il ne se faisait pas beaucoup d'illusions sur les chances de désarmement. Il a également accusé les superpuissances « de faire la guerre par pays du tiers monde interposés et de continuer à s'ingérer dans les affaires africaines ».

Appel d'un syndicaliste de Renault-Argentine en exil

« Aux camarades de Renault-France »

« La situation des travailleurs de Renault-Argentine est la même que celle vécue par l'ensemble de travailleurs argentins, exploités et réprimés par la dictature oligarchique et pro-américaine de Videla.

En Argentine, le monopole Renault profite des énormes bénéfices que permet l'application du programme économique de Martinez de Hoz (1) sur le dos de notre peuple.

Renault-Argentine fabrique des R 12, R 4, R 6, mais... les ouvriers reçoivent un salaire moyen de 400 F par mois alors que le niveau de qualité est le même qu'en France.

PAS DE SECURITE

Depuis le coup d'État, les cadences ont augmenté et les conditions de salubrité se sont aggravées dans l'usine. Ainsi, les camarades de la section peinture travaillent au milieu d'un nuage de produits chimiques, qui ont déjà entraîné plusieurs cas de saturnisme (2).

• Argentine Répression brutale à Renault

Depuis le coup d'État du 24 mars 1976, qui a porté au pouvoir Videla et la junte des militaires, une répression brutale est tombée sur les travailleurs de Renault-Argentine.

En particulier, la direction du syndicat des mécaniciens de Cordoba (SMATA) a été fortement frappée.

Ainsi, son secrétaire général, le camarade René Salamanca, a disparu en avril 1976 ; aujourd'hui, on ne sait pas s'il est vivant ou mort. De nombreux autres dirigeants sont aujourd'hui dans les prisons de la dictature pour avoir été les fidèles défenseurs des intérêts du mouvement ouvrier. Parmi eux, on peut citer les cas de Orlando Karlem et de Roque Romero.

A Renault, depuis le coup d'État, plus de vingt camarades ont été assassinés et on compte environ une centaine de camarades qui sont aujourd'hui en prison.

On peut ajouter à cette liste plus de 2 000 licenciés à diverses périodes. Voilà qui nous fait mieux comprendre à quel point s'est accrue la répression sur les travailleurs de Renault-Argentine.

Les camarades qui travaillent aux presses ne disposent même pas du minimum de sécurité nécessaire et il est courant de voir des ouvriers à qui il manque des doigts à la main. Les accidents du travail se sont

multipliés ces derniers temps.

Elle pensait que de cette façon, elle allait nous liquider.



Une des nombreuses luttes des ouvriers de l'automobile à Buenos Aires avant le coup d'État

RÉPRESSION

D'autre part, la dictature de Videla, avec la collaboration de la direction de l'entreprise, n'a pas hésité à appliquer une politique répressive féroce destinée à liquider toute tentative d'organisation et de lutte des camarades.

Les travailleurs de Renault-Argentine ont fait grève le 24 mars 1976 contre le coup d'État qui s'était pro-

Trois mois plus tard, une nouvelle grève commençait, la direction a renvoyé 500 ouvriers et elle pensait, une fois de plus, quelle allait nous liquider.

Quatre mois plus tard, le 3e corps d'armée situé à Cordoba (ville où sont installés les bâtiments de Renault-Argentine) a demandé les nouvelles adresses de tous les camarades. Cela a provoqué le départ de l'entreprise de plus de 2 000

camarades (sur 8 000 anciens) qui ont craint d'être séquestrés et assassinés dans leurs maisons.

TOUJOURS DEBOUT

Cette fois, la dictature et le patronat se frottèrent les

notes. Les ouvriers de Renault, les « Cordobazos » (3) et le syndicat combatif des mécaniciens de Cordoba pensèrent eux aussi, qu'ils étaient liquidés.

Mais, pour le malheur de la dictature et pour la fortune de la classe ouvrière argentine, ce ne fut pas ainsi. Quatre mois plus tard, une nouvelle grève éclatait à Renault, et en octobre 1977 les ouvriers ont occupé l'usine pendant plusieurs heures.

Notes : (1) Martinez de Hoz est l'actuel ministre de l'Economie de l'Argentine. (2) Saturnisme : intoxication par le plomb. (3) Cordobazo : Le « Cordobazo » fut une insurrection populaire qui eut lieu le 29 mai 1969 à Cordoba. Pendant deux jours et demi, les ouvriers ont occupé toute la ville après avoir mis hors d'état de nuire la police. Cordoba est une importante ville industrielle avec plus d'un million et demi d'habitants. (4) Les intertitres sont de la rédaction de l'HR.

Un syndicaliste de Renault-Argentine exilé en France.

MAIN DANS LA MAIN
Voilà, chers camarades,

Organisé par le Parti ouvrier et paysan de Turquie

Grand succès du meeting d'Istanbul

Dimanche 28 mai se tenait au palais des Sports d'Istanbul le premier meeting public du Parti ouvrier et paysan de Turquie (TIKP).

Douze mille vignettes d'entrées avaient été vendues par les militants du parti. Le palais des Sports (10 000 places) était plein (60 à 70 % d'ouvriers et un grand nombre de paysans pauvres - y compris de la minorité nationale kurde).

C'est sous une immense ovation qu'entrèrent sous le chapiteau les camarades Dogu Perincek (président du TIKP), Claude Lebrun (de la direction politique de l'Humanité rouge) et Hristis (président de l'organisation marxiste-léniniste grecque EKKE), représentant les délégations étrangères, auxquelles s'ajoutait une chorale des camarades grecs qui interpréta plusieurs chants révolutionnaires. Parmi les banderoles, on pouvait lire sur deux d'entre elles : « Vive l'amitié entre les peuples de France et de Tur-

quie », « Vive l'amitié entre les peuples de Grèce et de Turquie », chacune étant rédigée dans les deux langues respectives. D'ailleurs, l'internationalisme prolétarien a été fortement présent tout au long de la soirée, notamment par les slogans de solidarité et les ovations pendant la lecture des nombreux messages.

Cet aspect est d'autant plus important que les éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie au pouvoir et les agents des deux superpuissances (surtout du social-impérialisme russe) essaient d'aiguiser des contradictions entre la Grèce et la Turquie et d'isoler les marxistes-léninistes qui, eux, travaillent à l'unité.

Après la présentation des délégations étrangères et des membres dirigeants du TIKP,

une minute de silence a été observée à la mémoire de Mehmet Cetin, un des fondateurs du parti, assassiné deux jours auparavant par les gendarmes.

Au programme, il y avait également des groupes de danses populaires et l'excellente chorale du quotidien « Avdınlik » ainsi que Cem Karaka, chanteur très populaire en Turquie.

L'importante intervention du camarade Dogu Perincek a porté sur la situation en Turquie, sur le problème kurde (très importante minorité nationale) qui revêt une grande importance pour l'avenir, la

situation dans la région (mer Egée, Chypre...) et l'offensive actuelle du social-impérialisme tant en Turquie que dans plusieurs régions du monde (notamment en Afrique).

Auparavant, une autre question de grande importance avait soulevé l'enthousiasme des dix mille participants : le ralliement au parti du groupe « Halkin Yolu ». Depuis un an et demi se développe en Turquie une tendance à l'unité des marxistes-léninistes et de ralliements au Parti ouvrier et paysan de Turquie.

Nous reviendrons sur certaines de ces questions dans nos prochaines éditions.

COMMANDEZ NOTRE BROCHURE

« Le peuple de Turquie
face aux deux superpuissances »
Documents des revues « Avdınlik » et « Halkin Sesi »
Prix 5 F

Passer vos commandes à l'APN-Éditions
BP 279, 75886 Paris, Cédex 18



Au moment de la coupe du monde de football

Le PCF embarrassé

Ce n'est pas un secret les dirigeants du PCF, de même d'ailleurs que ceux de l'UFSS (n'est-ce qu'une coïncidence ?) ont plutôt de l'indulgence pour le régime Videla en Argentine.

Devant le succès de la campagne du boycott, il leur est devenu de plus en

plus difficile d'afficher leur soutien ouvertement au chef de la junte.

UNE POSITION « MENACÉE »

Ils en sont ainsi venus à adopter une position plus nuancée et s'efforcent d'ac-

créditer l'idée qu'il existe en son sein plusieurs tendances ; certaines fascistes et d'autres non. C'est ce qu'ils viennent d'expliquer encore dans « l'Humanité » du 31 mai 1978.

« La situation, disent-ils tout d'abord, est complexe, exceptionnelle par certains

côtés puisque les partis politiques - hormis quelques groupes - n'ont pas été dissous mais leur activité suspendue. La situation est la même en ce qui concerne les syndicats. »

Ils donnent ensuite la parole à un dirigeant du parti révisionniste argentin pour

une déclaration des plus édifiantes. « La situation et moins mauvaise cette année qu'en 1977. Est-ce dû au recul de la faction pinochettiste au sein de la junte qui gouverne le pays : « manu militari » ? Sans doute. Tout comme il est possible que la proximité de la Coupe du monde ait contribué à la mise en échec des plus fascistes afin de donner une image plus convenable sous les feux des projecteurs de la terre entière ».

certaines tendances qui iraient à les en croire, dans le sens d'un fascisme plus doux. Comme si ce n'était pas la junte dans son ensemble que le peuple argentin combat et comme s'il devait choisir et désigner parmi ses oppresseurs les bons et des mauvais fascistes.

« Vous comprendrez, ajoute « l'Humanité », que nous ayons voulu vous dire tout cela avant que ne commence la onzième Coupe du monde ». Il est certain en tout cas que de nombreux membres du PCF ne partagent pas la position exprimée par leurs dirigeants et qui vise à justifier l'oppression exercée sur son peuple par un régime fasciste. La lettre que nous publions ci-contre en témoigne en montrant que dans certains endroits, des conseillers municipaux PCF par exemple, ont voté des motions hostiles au régime argentin.

SOUTIEN A VIDELA

Comme on voit, l'attitude des dirigeants du PCF n'a pas changé au fond. Il s'agit de trouver des justifications à la terreur fasciste que la junte au pouvoir exerce depuis des années en distinguant des fractions fascistes plus dures et d'autres moins, en mettant en avant

Courrier des lecteurs

Une lectrice nous envoie à propos de l'édition du 23 mai de notre quotidien un certain nombre de remarques, elles concernent notamment notre façon de traiter les sujets se rapportant aux questions que se posent les militants du PCF et, avec eux, maints travailleurs.

J'ai beaucoup apprécié l'article sur Billy-Montigny (« Quand le maire PCF nous invite... »). Les conclusions sont tout à fait justes. Ce sont les mêmes que nous avons retirées de notre action à la fête départementale à Saint-Nazaire.

Comme par exemple de ce qu'il ne faut pas voir les autres « tout noirs », je vous envoie un article de la presse locale signalant que la municipalité de Trignac (banlieue de Saint-Nazaire) dont la majorité est PCF a adopté une motion en faveur du boycott de la Coupe du monde en Argentine à l'unanimité (il y a à Saint-Nazaire

un comité COBA actif, auquel nous participons.)

Je me suis interrogée - c'est le moins que l'on puisse dire - en lisant l'article sur l'« Unité que nous voulons ». La formule de l'article semble indiquer que les « ingénieurs, techniciens et cadres » - dans leur totalité - ont au fond les mêmes intérêts que la classe ouvrière ?

Nous remercions tout d'abord notre lectrice de nous adresser comme nous l'avons demandé une correspondance ayant trait aux questions que se posent les militants du PCF et aux té-

ponses que nous devons leur apporter ainsi qu'aux autres travailleurs. L'article de la presse locale qu'elle nous envoie est particulièrement intéressant car il montre que les conseillers municipaux PCF n'hésitent pas à dénoncer clairement le régime en place en Argentine. « Alors que l'on y pratique la torture systématique : électrodes, écartèlement, sévices sur les femmes et les enfants... Le régime du général Videla entend se servir de la popularité du football et de l'organisation de la Coupe du monde comme d'une arme supplémentaire » déclare la motion du conseil municipal.

En ce qui concerne le problème de l'unité dont il est question ensuite nous parlons de la communauté d'intérêt avec la classe ouvrière, non pas d'individus mais d'une série de couches

sociales : les ingénieurs, techniciens, cadres, mais aussi les petits et moyens paysans, les employés, etc... Mais notre lectrice a raison d'attirer l'attention sur cette question extrêmement importante et délicate des alliances. Car c'est bien d'alliance qu'il s'agit. La classe ouvrière seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, peut et doit entraîner dans son mouvement et sur une base anticapitaliste de larges couches sociales qui peuvent être ralliées à la lutte contre le capitalisme. Nous traiterons d'ailleurs plus précisément et de façon plus approfondie de cette question dans un prochain article consacré à l'unité dont le peuple a besoin pour avancer dans la voie qui mène au socialisme. Nous espérons alors qu'elle nous donnera son avis.

Demande de contact

Contre le gouvernement Giscard-Barre,
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Lutter dans l'unité,
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste.

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom
Prénom
Adresse
Profession

Indiquez de façon précise le lieu de votre travail (ville, arrondissement, quartier).

Contre le gouvernement Giscard-Barre
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Lutter dans l'unité,

S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste



TRAVAILLER A L'UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE

« Diviser pour régner », s'il y a bien un maître-mot pour la bourgeoisie, c'est celui-là. En effet, que les travailleurs soient unis comme les cinq doigts de la main qui se serrent en un poing ou au contraire divisés et démoralisés, voilà toute la différence qui fait un patron tremblant ou triomphant.

A tout moment, et de mille et une façons, les exploiters s'acharnent à envenimer les contradictions qui existent au sein de la classe ouvrière ou même à en créer de toute pièce. Pour parvenir à leurs fins, tout leur est bon : le mensonge et la démagogie, la corruption et la répression. Dans toutes ces matières ils sont experts.

Quant à nous, nous devons devenir des « experts » de l'unité. Tout nos efforts doivent être tendus vers ce but : réaliser l'unité de combat de la classe ouvrière.

Ne pas prendre en main concrètement cette tâche, c'est réduire tous les discours sur le changement à des phrases creuses. Car, que cela plaise ou non, les faits attestent que cette unité révolutionnaire, si elle a été portée à un haut niveau dans le passé, aujourd'hui elle est pour l'essentiel à reconstruire.

Aux élections de mars, près de 30% des ouvriers ont voté pour les candidats du plan Barre.

Le racisme distillé par le pouvoir et alimenté par de larges campagnes de presse, empoisonne de nombreuses consciences et divise les rangs ouvriers. Quatre confédérations syndicales concurrentes se disputent l'adhésion des travailleurs, situation qui contribue à laisser inorganisée la grande majorité d'entre eux, etc.

Le tableau est bien sombre ?

Sans doute, mais ce n'est qu'une partie du tableau. Celle qui est destinée à s'estomper car l'aspiration à l'unité représente une force immense qui

finira par l'emporter.

Cette aspiration, les marxistes-léninistes l'ont concentrée dans le mot d'ordre « Classe contre classe » : classe ouvrière contre bourgeoisie capitaliste. Il ne s'agit pas d'un mot d'ordre nouveau puisque c'est celui qui, adopté en 1927, par le PCF, fit de lui à l'époque, l'artisan de l'unité de la classe ouvrière. Cette unité qui permit notamment de mettre en échec les plans de la réaction fasciste dans notre pays, au cours des années 30.

Aujourd'hui, Marchais et la direction du PCF ont complètement abandonné cette conception de l'unité qui se construit à la base dans la lutte résolue contre l'exploitation capitaliste. La seule chose qu'ils connaissent, ce sont les ententes sans principe pratiquées au sommet avec les politiciens bourgeois du genre Mitterrand.

Cette unité-là tourne le dos aux intérêts de la classe ouvrière et conduit à la défaite. C'est ce qu'ont montré amplement les querelles politiciennes qui ont secoué l'Union de la gauche avant son agonie.

Malgré cela et contre les fausses ententes d'appareil, l'unité de la classe se construit aujourd'hui dans la lutte. A l'occasion des grèves les travailleurs recourent de plus en plus souvent aux formes d'organisation démocratiques qui permettent de surmonter les divisions entre syndicats, entre syndiqués et non-syndiqués. Ce sont par exemple les comités de grève et les assemblées générales souveraines. Les expériences de coordinations des luttes, destinées à surmonter le morcellement et l'isolement entretenu par des directions syndicales uniquement préoccupées de concertation, s'imposent peu à peu comme une nécessité dans le mouvement syndical. L'exemple fourni par la lutte des hospitaliers ne peut que renforcer ce courant. Depuis plus de deux mois, en province puis à Paris, des dizaines d'hôpitaux se sont mis en grève sans que

jamais, les chefs syndicaux ne prennent l'initiative d'un mouvement d'ensemble, pourtant manifestement mûr.

L'unité des travailleurs français et immigrés grandit en surmontant bien des obstacles. La participation de plus en plus massive des immigrés aux luttes de classe et leur grande combativité a déjà permis de balayer bien des préjugés et la conscience de l'intérêt commun se renforce dans les luttes menées au coude à coude. Tandis que la bourgeoisie distille son venin raciste la classe ouvrière, elle, s'enrichit de ses différences.

De même, l'unité entre hommes et femmes de la classe ouvrière. C'est chaque jour que les travailleuses occupent un peu plus toute leur place sur le front de la lutte contre le capital, forçant ainsi les idées, les comportements rétrogrades et sexistes de leurs compagnons d'exploitation à se transformer.

Voilà tout ce qu'il nous faut encourager et développer. Mais ce n'est pas tout. Des ouvriers exploités comme nous, sont trompés au point de voter pour le candidat de la majorité. D'autres font confiance aux politiciens sociaux-démocrates du PS. Un très grand nombre considèrent encore le PCF comme le parti de la classe ouvrière qu'il fut effectivement autrefois. Pourtant, nous ne formons qu'une seule classe, soumise à la même exploitation impitoyable par les mêmes exploiters. Par-delà les divergences politiques, il est urgent de nous unir à la base pour faire face aux attaques brutales du gouvernement Giscard-Barre. C'est ainsi, à partir de l'expérience de la lutte commune et en menant entre travailleurs un débat franc et ouvert sur la voie à suivre pour parvenir au changement auquel tant de nous aspirent que se forgera l'unité révolutionnaire de la classe ouvrière.

C'est la voie de l'unité « classe contre classe »

Pierre MARCEAU



• Desnoullez-Sortem St André (Nord)

100% de grévistes !

Desnoullez-Sortem est une entreprise qui fabrique des emballages métalliques (fûts, tonneaux). Depuis mercredi matin 24 mai, à l'appel de la CGT, les ouvriers mensualisés se sont mis en grève : 100 % de grévistes qui sont au nombre de 40. Ils luttent pour obtenir :

— Une augmentation de salaires : quand on sait que le travail à la production est des plus intenses : « On n'a jamais vu une boîte pareille » disent les ouvriers. Par exemple, un OS2 est seulement payé 12,80 F de l'heure avec 7 ans d'ancienneté, ce qui fait à peine 2 000 F.

— La 5e semaine de congés payés.

— Le 13e mois avec la prime de la métallurgie en plus, et non pas intégré, comme ce l'est actuellement.

— Le paiement des ponts
— La représentation d'un délégué au CE et d'un délégué pour l'usine Sortem,

puisque les deux usines ont fusionné, et comptent aujourd'hui environ 80 ouvriers.

Face à cela, le patron fait la sourde oreille. Mais qu'à cela ne tienne, les ouvriers sont décidés à lutter jusqu'au bout. Ce lundi, la grève a été reconduite, cela va faire leur 5e jour de grève. Un grand pas vers l'unité est déjà fait avec 100 % des grévistes. Espérons que les ouvriers des autres usines (au nombre de 17, faisant partie du groupe Galley) suivront l'exemple de leurs camarades, et qu'unis, ils vaincront ensemble leur patron.

**UNIS A LA BASE ET
DANS L'ACTION, LES
OUVRIERS DE
DESNOLLEZ-SORTEM
VAINCRONT**

Correspondant HR
avec les ouvriers
de Desnoullez-Sortem.

La crise des bâtiments et travaux publics dans le Nord « Ah la la, la conjoncture... »

1 500 licenciements à 2 000 interviendront prochainement dans le secteur « bâtiments et travaux publics » dans la région Nord. Ce sont des ruineurs, mais celles-ci sont confirmées par la situation de nombreuses entreprises où l'on ne remplace plus les départs volontaires et en retraites, où on licencie.

Déjà, de nombreux licenciements eurent lieu l'année passée. A Caroni, dont le siège social est à Marquain, le licenciement de 44 salariés, fin 1977, est intervenu après ceux des mois précédents, environ 100 depuis avril 1977.

En effet, comme le confirme la revue patronale « Nord Economique » (No 28), Caroni est « un grand de chez nous » (pour les travaux publics, gestionnaire et répartiteur de 880 engins, 280 véhicules et 50 grues capables de pourvoir à 25 000 m³ de terrassement par jour), où les « investissements sont rentabilisés au maximum et où existe une haute productivité des chantiers ». Profit oblige ! Caro-

ni n'est qu'un exemple, il y en a bien d'autres.

ET AILLEURS...

Actuellement, à la SGTN, l'effectif est passé de 1 200 à 600 personnes et l'on craint 100 licenciements supplémentaires.

Dans une entreprise de céramique, le nombre des personnes employées est sé de 500 à 380.

Une dizaine de licenciements à Annœullin, pour « conjoncture économique » est demandé par les établissements Maille, à l'inspection du travail. Les travailleurs n'ont pas été payés depuis deux mois en temps et en heure. Ils n'ont

pas été en grève, mais ont refusé de reprendre le travail tant qu'ils ne seraient pas payés, car disent-ils « nous n'avons plus d'argent ». Pour certains d'entre eux, il était difficile de payer leur frais de transports ou de manger sur place.

Ainsi l'on peut juger de l'importance de la menace actuelle si l'on sait que le Nord-Pas-de-Calais compte environ 120 000 travailleurs.

A cela s'ajoute de plus en plus systématiquement de personnel intérimaire ou l'appel à la sous-traitance par des artisans. De plus, les salaires sont bas : 75 % au niveau du SMIC. D'autre part, les conditions de travail sont déplorables, et les accidents ne manquent pas : chez Coignet, à Lomme, le 10 janvier 1977 s'est produit un accident mortel d'un ouvrier et une grave mutilation pour un autre, suite à la chute d'un mur

préfabriqué de béton mal posé.

A tout cela s'ajoute aussi l'importance de la répression sur les syndicats : un exemple, à la Comsip, à Saint-André, le directeur avait déchiré le cahier de revendications que venaient déposer un délégué syndical.

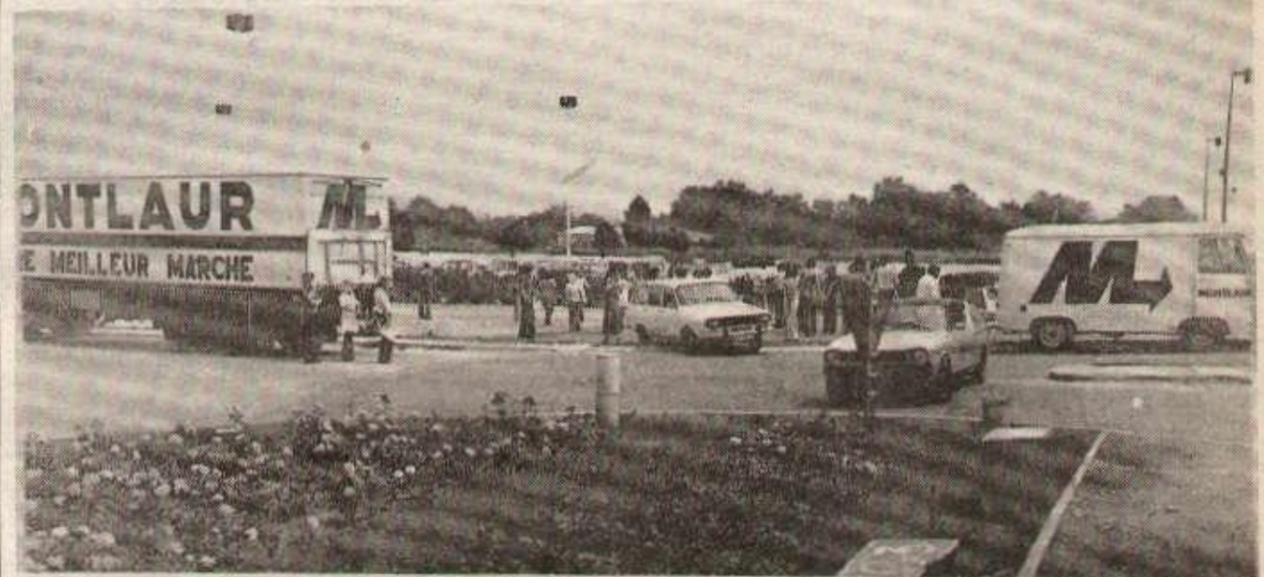
C'est pourquoi, le 14 avril 1977, les travailleurs ont occupé leur usine non seulement pour obtenir de meilleures conditions de travail et de sécurité, mais aussi pour lutter contre cette répression : ils ont obtenu satisfaction... augmentation pour les déplacements, augmentation des primes d'insalubrité et de salissure, obtention des locaux syndicaux et 10 h de délégation au représentant syndical du CE.

Voilà où en est la situation dans ce secteur.

Correspondant HR Marquain en Barœul

• Supermarché Montlaur-Nîmes

Le camp des grévistes s'élargit



La maîtrise tente de bloquer la sortie avec des camions. Le piquet des travailleurs résiste.

Les travailleuses et travailleurs (plus d'une soixantaine) du Supermarché Montlaur-Nîmes ont déclenché une grève le vendredi 26 mai avec les sections syndicales CGT-CFDT.

Après le débrayage-surprise du 13 mai (voir HR No 893), les employés en assemblée générale ont décidé la grève comme seul moyen d'action pour obliger la direction à négocier. Les principales revendications concernent les primes, le prix des repas, la révision des horaires des caissières, la réduction sur les achats. La lutte est difficile, Montlaur ne veut pas négocier et le refrain des entretiens c'est : « Si on vous augmente on ferme le magasin ! ». De plus une victoire à Nîmes entraînerait des luttes en

cascades dans toute les chaînes des magasins.

LES CLIENTS SONT CONCERNÉS

Les employés popularisent leurs revendications en ville avec voitures-sono, mais depuis vendredi, c'est à l'entrée du magasin que s'organise la solidarité avec les clients. Montlaur a rameuté une bande de gros-bras (cadres et agents de maîtrise) de Montpellier, Avignon qui se livrent à diverses provoca-

tions et intimidations contre les grévistes. Ceux-ci, très déterminés, appellent les clients à faire demi-tour pour soutenir leur grève.

GAGNER LES CADRES LICENCIÉS

A l'intérieur du magasin, la direction a fait toutes les pressions possibles de chantage au licenciement, à la promotion, etc... mais déjà trois travailleurs ont rejoint le camp des grévistes. On remarque dans le piquet un des douze cadres, licenciés abusivement depuis janvier pour mettre en place une nouvelle maîtrise. Il m'explique, son licenciement. Motif : « indiscipline

vis-à-vis des supérieurs », voilà qui en dit long... D'autres boîtes ont apporté leur soutien par l'intermédiaire du syndicat : le Bas-Rhône, Clair-logis (construction), et l'usine Perrier.

L'unité à la base et dans l'action est solide, mais d'après plusieurs grévistes, la direction CGT soutient bien timidement la lutte, dans l'organisation, pour le matériel et pour l'information dans les autres boîtes.

La partie est dure à Montlaur
Renforçons la solidarité aux grévistes car seule la lutte paie

correspondant HR

Rassemblons nos forces pour le socialisme

FETE POPULAIRE ORGANISEE PAR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ET L'HUMANITE ROUGE

DIMANCHE 11 JUIN, DE 10 H A 22 H
Parc de Loisirs de Valabre (Route Luynes-Gardanne)
Bouches-du-Rhône

Pour tout contact, ou demande de participation,
téléphoner la journée au 16 91 90 97 07

• Paris Grève au Printemps-Nation

Suite de la page 8

Cette grève spontanée et massive a pour origine les bas salaires (autour de 2 000 F, même après trente ans de maison), et l'aggravation continue de la charge de travail : les employés qui partent ne sont jamais remplacés, et leur travail retombe sur ceux qui restent. Il y a cinq fois moins de manutentionnaires qu'il y a 10 ans, et les vendeuses sont obligées de boucher les trous. Outre la vente, elles doivent travailler en réserve, faire le marquage, le réassortiment, et même dans certains rayons, le service après-vente. Si bien qu'elles n'ont plus le temps de rester dans les rayons, ce qui rend très difficile le service des clients.

La direction a lâché quelques miettes pour essayer de désamorcer le mouvement ; mais les grévistes maintiennent intégralement leurs revendications. Et c'est une majorité de 90 % qui a décidé mardi 30 de reconduire la grève.

La solidarité s'organise. Les magasins du Printemps de Parly2 et Vélisy 2 ont décidé de débrayer, mercredi 31 mai.

Le même jour, un comité de grève est mis en place, sous la direction des grévistes.

Nous appelons nos lecteurs et camarades à soutenir les grévistes et à organiser la solidarité au sein de leurs sections syndicales.

Correspondant HR avec l'aide des grévistes.



La restucturation

La restructuration capitaliste bat son plein actuellement dans tous les secteurs de la vie économique. Nous donnons, en pages 4 et 5, un aperçu de cette restructuration dans le Nord et la région Rhône-Alpes.

Ce sont des démentis cinglants aux déclarations de Barre assurant les travailleurs « d'emplois stables et durables » comme il l'a fait récemment pour les Vosges, la veille de la manifestation d'Épinal.

● La région Rhône-Alpes

3 098 suppressions d'emplois au 1er juillet

Pour la troisième année consécutive, le solde net des emplois dans l'industrie de Rhône-Alpes (établissement de plus de cent salariés) a été négatif en 1977. 1975 : moins 4 % ; 1976 : moins 1 % ; 1977 : moins 3 %, soit 12 000 suppressions d'emploi.

Ces suppressions d'emploi se font, soit par « départs » (retraites, retraits anticipés, démissions). On ne compte 56 517 en 1977 (14,8 % de l'emploi) contre seulement 44 559 embauches (11,7 % de l'emploi) ; soit par licenciements : 7 398 en 1977 (1,91 % de l'emploi).

Les prévisions pour 1978 ne sont guère brillantes puisqu'au dire même des patrons, il est prévu au 1er juillet, 3 098 suppressions d'emplois (moins 0,8 % par rapport au 1er janvier 1978) qui seront obtenus par « départ » (10 241 soit 2,8 % de l'emploi contre seulement 7 143 embauches soit 1,9 % de l'emploi) et par licenciements (2 061 de prévus soit 0,6 % de l'emploi au 1er janvier 1978).

Les départements de la Loire, de la Hte-Savoie, de l'Ardèche et de la Drôme sont les plus touchés par la crise capitaliste dans la région.

RHONE-POULENC LICENCIE... MAIS SE PORTE BIEN !

Le groupe Rhône-Poulenc a réalisé en 1977 un

bénéfice consolidé (bénéfice de l'ensemble des entreprises du groupe) de 84 millions de francs (et cela malgré les 325 millions de francs que lui ont coûté la restructuration du secteur textile).

Les licenciés de Péage-de-Roussillon et d'ailleurs apprécieront !

fraîche », 203 travailleurs vont se retrouver au chômage, principalement à Chambéry (118 licenciements prévus), mais aussi à Romans (Drôme), Grenoble, Peyrieux (Ain) et Villeurbanne.

SOIXANTE-DOUZE LICENCIEMENTS CHEZ ISOREL

Deux usines ferment. L'une à Gisors et l'autre à Seyssel (Ain).

nique concernera les 1 200 travailleurs de la division « produits manufacturés » (soit 80 % de l'effectif employé à St-Étienne).

RENAULT, 1er TRUST SUR LA RÉGION RHONE-ALPES, S'ÉTEND ENCORE

Après la SNR à Annecy (roulements), Berliet, etc. Renault cherche à prendre le contrôle total de la SNAV (fabrication de conteneurs) à Venissieux, par une opération boursière (OPA).

LA CRISE DANS LE GROUPE ASA (ex-ARCT)

Roanne (Loire) : trois usines sont passées de 1 800 à 1 200 salariés. Le travail vient de reprendre après une semaine d'occupation.

Charlieu (Loire) : La Société mécanique de Charlieu (SMC) est passée de 130 à 75 salariés.

Aubenas (Ardèche) : SOTEXA est passée de 350 à 280 salariés. L'usine est fermée (et occupée) depuis juillet 1977.

Valence (Drôme) : ACBF 200 salariés, risque de fermer.

Largentière (Ardèche) : Sermatex, (filiale d'ACBF), 30 personnes menacées.

Annemasse (Hte-Savoie) : La Société française de mécanique (SFM) - 60 personnes menacées.

Les secteurs les plus touchés

Travail du bois	-37 %
Production de fonderie	-13,5 %
Fils, fibres artificielles et synthétiques	-12 %
Textile	-7,1 %
Première transformation de l'acier	-6,2 %
Pneumatiques, caoutchouc	-6,1 %
Équipement ménager	-6,1 %
Industrie du verre	-5,8 %
Meubles	-5,7 %

LICENCIEMENTS PRÉVUS CHEZ REYBIER (salaisons)

Les patrons désirant arrêter le département « viande

DEUX MOIS DE CHOMAGE TECHNIQUE CET ÉTÉ A MANUFRACTURE

C'est ce que la direction a annoncé au comité d'entreprise. Ce chômage tech-

Les luttes foncières, thème central du n° 63 de «La Faucille»

« Vivre et travailler au pays » est un mot d'ordre maintenant connu des travailleurs. Les travailleurs de Boussac l'ont inscrit sur leurs banderoles, le vendredi 26 mai.

« Vivre et travailler au pays », c'est aussi l'exigence de dizaines de milliers de petits paysans qui ne veulent pas disparaître, s'expatrier.

Le No 63 du bimensuel paysan « La Faucille » est consacré, dans la quasi-totalité, aux luttes foncières, c'est-à-dire aux luttes que mènent des petits paysans contre des cumulards ou des gros propriétaires pour

rester à la terre.

Cela montre la richesse des luttes à la campagne à l'heure actuelle, la volonté des petits paysans de se battre contre le capitalisme. La lecture régulière de *La Faucille* et sa diffusion auprès des travailleurs des villes est importante pour développer dans la classe ouvrière l'esprit de solidarité avec les petits paysans.

C'est aussi un moyen de contrecarrer une idée encore fort répandue qui veut que les paysans soient de droite ou des « valets des curés ».

Il faut lire et faire lire ce numéro. Il faut lire et faire lire *La Faucille*.



Aide concrète aux fermiers Gricourt, menacés d'expulsion (photo tirée de « La Faucille » No 63).

BULLETIN D'ABONNEMENT
 1 an : 60 F ; 6 mois : 30 F ; (le numéro : 3 F)
 Nom, prénom
 Lieu-dit
 Code postal
 Commune
 Adresse : BP 258, 75866 Paris - Cédex 18
 CCP 17 564 83 P - Paris

UN MOIS DE REPORTAGE EN CHINE

DES JOURNALISTES RACONTENT...

Pendant un mois, des journalistes de l'« Humanité rouge » ont parcouru la Chine à l'invitation du « Quotidien du peuple », organe du Comité central du Parti communiste chinois. A partir de notre édition du lundi 29, et chaque jour jusqu'en juillet, nous consacrerons une page de notre journal aux articles, interviews et reportages qu'ils ont ramenés de Chine.

Lisez et faites lire cette série qui se poursuivra jusqu'en juillet (passez dès maintenant vos commandes à l'administration pour vous procurer la double page centrale de l'édition du 26 mai tirée à part, en affichettes, destinées à être collées en certains points précis : près des usines, dans certains quartiers, à proximité des kiosques diffusant notre journal).

Abonnez vous et faites abonner à l'Humanité rouge quotidien

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITE ROUGE
 BP 61 75861 PARIS CEDEX 18
 Paiement par chèque ou mandat
 CCP 30 22672 D LA SOURCE

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Pendant la durée de la série, les lecteurs qui s'abonneront pour un ou trois mois recevront un classique du marxisme-léninisme (« L'État et la révolution » de Lénine, etc.) ; Ceux qui s'abonneront pour au moins six mois recevront, selon leur choix, le livre « Dix syndicalistes en Chine » ou « Le Printemps révolutionnaire de Mai 1968 » écrit par Jacques Jurquet.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge bimensuel

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : Prénom :
 Rue : Commune :
 Code Postal :

Nos lecteurs qui désirent connaître le bimensuel peuvent en recevoir gratuitement, en nous écrivant, quatre numéros, sans engagement de leur part. Utilisez cette initiative pour élargir l'audience du bimensuel.

Télévision

SAMEDI 3 JUIN :

A 17 H 40 SUR A2 - CE JOUR-LA, J'EN TÈ-MOIGNE - No 8 : Hiver - Printemps 43 : Suite de la série faite à partir de documents d'époque et de témoignages de résistants. La période abordée dans cette 8e émission est celle de la construction du mur de l'Atlantique et des intrigues du général Giraud à Alger, après l'assassinat de Darlan. C'est à ce moment-là que les troupes d'occupation envahirent la zone dite libre supprimant la ligne de démarcation, ce qui devait favoriser l'union de tous les résistants et la constitution du Conseil national de la Résistance. C'est également pendant cette période que Pétain et Laval créèrent la milice et organisèrent le Service du travail obligatoire (STO) en Allemagne.

DIMANCHE 4 JUIN :

A 17 H 50 SUR TF1 - VIVA L'ITALIA (film italien de Roberto Rossellini) : L'action se situe en 1860, alors que l'Italie est encore divisée en plusieurs États. Ce film raconte l'action entreprise par Garibaldi avec ses mille volontaires pour appuyer l'insurrection sicilienne contre la tyrannie des Bourbons de Naples. Les conséquences en seront capitales pour la formation de l'unité italienne. Rossellini n'a pas traité son sujet comme une épopée lyrique, mais comme un reportage. Il montre bien comment une armée révolutionnaire, représentant les intérêts du peuple et de la nation, triomphe d'une armée mieux équipée et supérieure en nombre, mais défendant une classe sur son déclin.

A 21 H 40 SUR A2 - RUNGIS, A FOND DE CAISSE :

C'est une émission-reportage sur les motards qui se retrouvaient chaque vendredi soir sur le circuit sauvage de Rungis avant d'avoir obtenu le circuit-sécurité qu'ils réclamaient. A travers ce reportage on peut constater comment la moto permet à ces jeunes d'échapper quelques heures par semaine à la monotonie et la banalité de leur vie en leur donnant l'illusion de la liberté. Une émission intéressante qui montre un des moyens utilisés par la bourgeoisie pour détourner l'énergie de la jeunesse exploitée.

MARDI 6 JUIN :

A 21 H SUR TF1 - CONTES A VIVRE DE-

BOU : : Saint-Étienne, ville secrète : La ville de Saint-Étienne a connu son développement industriel grâce à son bassin houiller, ses armes, son textile et ses cycles. Mais aujourd'hui la crise sévit durement : les mineurs disparaissent et la manufacture est menacée. Cette émission donne la parole à diverses personnes : un PDG, un armurier, un sociologue, mais aussi à un délégué CGT, à des mineurs et à des habitants de la ville. Dans le contexte actuel cette émission risque d'être intéressante.

A 20 H 45 SUR A2 - LES DOSSIERS DE

L'ÉCRAN : Une religion universelle, le foot : Cette émission commencera par un film de montage sur la phase finale de la Coupe du monde de football en 1958 en Suède. C'est cette année-là que l'Équipe de France devait aller jusqu'à la demi-finale où elle fut battue par le Brésil. Suit un débat auquel ne devraient participer que des sportifs et dont le but est de comparer 1958 et 1978. Il est difficile de savoir comment s'orientera ce débat, la situation en Argentine serait-elle même évoquée, sait-on jamais ?

DATES A RETENIR

CHELLES

Dimanche 4 juin, au centre culturel de 14 h à 20 h, six heures pour l'Argentine - Films, débats, musique, expositions, informations.

PSU, LCR, Amins de la terre, Comité autogestionnaire et écologique, l'Humanité rouge, JCMLP.

SEVRES

Samedi 3 juin à 20 h 30, à la salle Bruyère, 12, rue du Pavé des Gardes. - La troupe du théâtre du Printemps jouera la pièce « Octobre aujourd'hui » dans le cadre des « Rencontres théâtrales ».

FETE POPULAIRE ORGANISEE PAR L'HUMANITE ROUGE ET LE QUOTIDIEN DU PEUPLE
Dimanche 11 juin de 10 h à 22 h au Parc des loisirs de Valabres (route Luynes-Gardanne).

Départs en car : Marseille, Nice, Martignes, Vitrolles.
Départ train : Aix 10 h 07

UNE NOUVELLE AFFICHE EST PARUE

Chaque jour dans l'Humanité rouge
Les marxistes-léninistes s'adressent aux militants du PCF

contre le gouvernement Giscard-Barre

pour sortir de l'impasse des partis de gauche

LUTER DANS L'UNITE S'ORGANISER AVEC LE parti des ouvriers et des paysans, le PARTI MARXISTE-LÉNINISTE PCMLF



Les camarades de Paris peuvent venir la chercher au local, aux heures de permanence.

Informations générales

● Paris

Semaine d'action contre la procédure des flagrants délits

Depuis lundi, des avocats ont entrepris de démontrer le caractère inique de la procédure des flagrants délits. A la 23e chambre correctionnelle de Paris, ils ont en effet décidé une sorte de grève du zèle. Elle doit se dérouler toute la semaine.

Chaque jour, en effet, des jeunes, des chômeurs, des immigrés, des clochards et autres, sont jugés selon la procédure expéditive des flagrants délits. Celle-ci, pour des faits très mineurs, permet d'infliger à des gens du peuple des mois de prisons. Procédure qui dans les faits prive les accusés d'une véritable défense.

Au cours des audiences de lundi, à la stupéfaction des juges, les avocats ont dé-

cidé d'effectuer une véritable défense et de dénoncer la violation des droits de la défense qu'entraîne la procédure des flagrants délits.

Par exemple, au cours de la première affaire, alors qu'un jeune est poursuivi de tentative de cambriolage, un avocat intervient dès le début en dénonçant la violation de six articles du code de procédure pénale. Durant près d'une demi-heure, il va s'attacher à démontrer ses conclusions. Ensuite, il dé-

nonce le fait que la procédure utilisée cache aux accusés leur droit à se faire assister immédiatement d'un avocat. Ceci doit entraîner la nullité de la procédure car il y a viol des droits de la défense. Et cela devait entraîner la libération immédiate de l'accusé.

Ensuite, les avocats dénonceront la détention arbitraire à laquelle des prévenus ont été soumis. Le plus souvent, en effet, les prévenus, avant d'être jugés, sont gardés au Dépôt de la préfecture de Paris, ce qui est illégal.

Ainsi, pour chaque affaire les plaidoies des avocats qui assurent une véritable défense bloqueront la

machine. A 19 h, lundi, vingt personnes n'avaient pas été jugées.

Le lendemain mardi, coup de théâtre, l'Ordre des avocats intervenait contre les avocats. Un membre du Conseil de l'ordre désignait trois avocats qui se retrouvaient avec les dix-sept dossiers à plaider. Ainsi, la procédure des flagrants délits, bloquée la veille, reprendra son cours normal malgré le soutien de nombreux avocats et de la presse. L'Ordre des avocats, au lieu de défendre les droits de la défense, a défendu au cours de cette seconde journée, les flagrants délits. Cependant, pour les avocats, la lutte continue.

Radio 93 condamnée très lourdement



A Montpellier, le 10 mai 1978, les flics prêts à interdire une émission de « Radio-Soleil »

Lundi 29, à Lille, les radios libres de la région Nord ont tenu une conférence de presse. Étaient re-

Aucune sanction n'est prévue légalement

L'article L 39 du code des PTT précise : « Nul ne peut émettre ». L'article D 457 du même code des PTT ajoute : « Toutes les stations radio électriques sont exploitées par l'administration des PTT ou relevant de son autorité, à l'exception de... 5% des stations de radio-diffusion ».

Aucune sanction n'est donc prévue pour un flagrant délit d'émission dans le cas des radios libres. C'est d'ailleurs ce à quoi le gouvernement veut remédier en faisant adopter par les députés un texte de loi instituant des sanctions là où justement elles ne sont pas prévues actuellement.

présentées : Radio campus, Détraquée, Uylenspiegel, Sortie de secours, Calamine et Quelle était verte ma radio (écologiste).

Les représentants de ces radios ont exigé la restitution du matériel de Radio libre 59 saisi par la police le 27 mai et l'arrêt de toute suite policière ou judiciaire. Radio libre 59 reprendra ses émissions mer-

credi 31 mai.

La répression continue à s'abattre contre les radios libres. Radio Uylenspiegel, déjà saisie le 15 janvier, l'a été de nouveau le 28 mai. Dans le Midi, Radio 66-Perpignan a été saisie le 28 mai.

Le syndicat des avocats de France a décidé d'assurer gratuitement la défense des animateurs de radios

libres poursuivis devant les tribunaux.

Un meeting aura lieu vendredi 2 juin à Lille. Les radios libres du Nord invitent les organisations et associations à y assister (le lieu et l'heure ne nous ont pas été communiqués).

Une réunion de coordination nationale se tiendra à Lyon, samedi 3 et dimanche 4 juin.

Information radio-libres

La justice ne s'embarasse pas de finasserie quand il s'agit d'appliquer par les voies judiciaires la politique gouvernementale. En effet, mardi, le tribunal de Bobigny, dans la Seine-Saint-Denis, a condamné un animateur de radio, Jean Ducarroir, à 5 000 F d'amende. Les co-gérants de la librairie « Les déglings », où était installée Radio 93, ont été condamnés à 3 000 F d'amende chacun. Il s'agit d'Yvonne Huriez et de Gilbert Deharbe.

Il y a quelques semaines, une radio de Montpellier,

Radio Fil bleu, poursuivie par « Télé-diffusion de France » avait obtenu un non-lieu.

Il est vrai que Radio Fil bleu est d'inspiration giscardienne. Les animateurs de Radio 93, eux, ne le sont évidemment pas. Au contraire. Ils ont le souci constant de mettre leurs antennes au service des luttes de leur région. Ainsi, il y a deux poids, deux mesures. La lourdeur de la condamnation de Radio 93 est particulièrement scandaleuse. Le collectif de soutien aux radios libres d'ex-

pression populaire a protesté contre un tel jugement qui « rejette toute référence au monopole et à la liberté d'information, assimile, au mépris des textes et de la réalité technique, la radio-diffusion aux télécommunications ».

Le collectif déclare en outre : « Ce jugement est révoltant par sa sévérité, révélatrice de la volonté de briser les radios libres en les attaquant sur le plan financier ».

Les animateurs de Radio 93 sont décidés à faire appel.

DES JOURNALISTES RACONTENT...

Un mois de reportage en Chine

La commune populaire de Chengxi (2)

Réduire la différence entre les ouvriers et les paysans

Hier, nous avons commencé à rendre compte de notre visite dans la commune populaire de Chengxi. Nous poursuivons cette visite avec aujourd'hui l'atelier de meubles, l'atelier de mécanique et la ferme d'élevage.

L'ATELIER DE MEUBLES

Tout d'abord, ce qui frappe en entrant dans l'usine, c'est

soins de la commune et l'excédent est vendu hors de celle-ci.

A propos des ouvriers, un camarade nous dit que ceux-ci sont considérés comme des paysans. Pourquoi ? Tout d'abord parce qu'ils retournent travailler aux champs pendant la « saison pleine », mais aussi parce que leur mode de paiement se rapproche de celui des paysans.

dans une grande usine, soit directement à l'atelier.

« Mais, nous dit un camarade, il y a aussi un atelier d'usinage servant à la fabrication de machines-outils. Ces machines-outils ont été conçues ou transformées par les ouvriers eux-mêmes. Certaines de ces machines sont vendues ailleurs. D'autre part, nous prévoyons une fonderie qui permettra l'autonomie



Dans l'usine de menuiserie, sont produits les meubles de la commune. La production est excédentaire, elle est vendue également au dehors.

lapins. C'est la première fois que nous voyions cette sorte de lapins. En effet, ce sont de véritables boules de poils ! On nous dit qu'ils sont élevés pour leurs fourrures car leurs poils sont longs d'une dizaine de centimètres.

Après ces multiples visites, nous retournons dans la salle de réunion. Ce que nous avons vu nous a impressionnés. C'est

développement de l'organisation socialiste, et avec le niveau de la production et de la mécanisation agricole.

Bien sûr, toutes les communes populaires ne sont pas comme celles-là. La plupart en sont encore à travailler avec un nombre très réduit de machines et beaucoup d'instruments rudimentaires.

Une commune est divisée en brigades de production de la taille de villages. Dans chaque brigade, les paysans sont regroupés en équipes de production. La répartition des revenus se fait annuellement, chaque paysan recevant une part en fonction du mode points-travail attribués. Le progrès dans la collectivisation implique que l'unité de compte pour la répartition passe de la brigade à la commune puis au district, comme à Tatchai.

L'inégalité des différentes brigades et équipes de production sur le plan politique mais aussi matériel freine les passages à des degrés plus élevés de collectivisation, notamment au niveau de la gestion et de la répartition des points-travail qui se fait encore souvent à l'échelon équipe de production.

Pour réduire ces inégalités, pour permettre aux communes populaires qui en ont les moyens comme celle de Chengxi de progresser encore vers une commune populaire de type Tatchai, le mailon dont doit s'emparer le peuple chinois, c'est la mécanisation de l'agriculture, l'utilisation accrue d'engrais, etc. Or, le développement d'ateliers dans les communes populaires, s'il est indispensable, n'est bien sûr pas suffisant pour cela.

Une commune comme celle de Chengxi, par exemple, a des excédents mais le développement de l'industrie est insuffisant pour qu'elle soit en mesure d'acheter les machines et engrais, etc. qui lui permettraient de se développer à un rythme accéléré. C'est pourquoi, justement pour améliorer la base économique que représente l'agriculture dans un pays de plus de huit cents millions d'habitants pour la plupart paysans, la Chine a décidé de mettre l'accent sur l'industrie. Celle-ci devra notamment fournir machines et engrais qui contribueront à permettre aux communes de devenir de type Tatchai.



L'atelier où l'on répare et fabrique des machines agricoles.



La porcherie de la commune populaire

le calme qui y règne. Cette impression est donnée par le rythme du travail qui n'a rien à voir avec les cadences des usines capitalistes.

Quatre-vingt ouvriers travaillent dans l'usine, ils produisent les meubles pour les paysans de la commune. Cependant, la production de meubles courants (5 000 par an) dépasse les be-

Dans les communes populaires, les paysans sont payés chaque année, à la fois en céréales provenant de la récolte de la commune, et en argent provenant d'une partie des bénéfices de la commune populaire, et dans cette usine, les ouvriers reçoivent la plus grande partie de leur salaire une fois l'an, en fonction des bénéfices. Néanmoins, chaque mois, ils touchent 20 % de leur salaire. Celui-ci s'élève en moyenne à 40 yuans par mois (le salaire des ouvriers de Chine varie de 40 à 90 yuans). Une partie des bénéfices de l'usine est réemployée pour la mécanisation des travaux agricoles.

On en est donc au début du rapprochement entre les métiers d'ouvriers et paysans et cela profite à la commune.

L'USINE MÉCANIQUE

C'est un exemple illustrant la façon dont se développe l'agriculture. Dans cette usine, on répare les machines agricoles, mais de petites machines agricoles sont aussi fabriquées. Le problème posé à la commune est celui-ci : pour augmenter la production des céréales et autres produits auxiliaires, pour soulager le travail des paysans et améliorer les conditions de vie des membres de la commune, il est nécessaire de mécaniser la production. Mais faut-il pour autant promouvoir la production de l'industrie agricole uniquement dans les centres industriels ?

Non, Alors les 45 ouvriers et les 85 ouvriers prennent en main les réparations des machines et tracteurs. Leur formation professionnelle est donnée soit

complète de la commune pour les machines-outils ».

La population paysanne fait aussi sa propre expérience de la façon dont l'industrie et le travail ouvrier profitent à l'agriculture. Cela amène des changements sensibles dans les conditions de travail et de vie. Il est donc plus facile de rompre avec les tendances individualistes chères aux petits agriculteurs.

LA FERME MODELE

La ferme d'élevage de cette commune est née du développement de la production des céréales. La commune est capable de satisfaire maintenant tous les besoins des membres en viande de porc, volaille, œufs, légumes, etc. Elle vend même une bonne partie excédentaire à l'État. Les bâtiments sont simples. Pourtant, tout est soigneusement rangé, entretenu. On a l'impression d'être dans un laboratoire ! C'est un peu la réalité, car de nombreuses recherches sont faites pour analyser la quantité et la qualité des élevages. Mais le responsable de la ferme nous rassure. Aucun procédé chimique n'est utilisé, tout provient des cultures de céréales de la commune.

L'élevage de porcs surtout est frappant ; les animaux sont dans des compartiments d'une très grande propreté. D'un bâtiment à l'autre, nous pouvons voir la croissance des porcs ; du porcelet au mastodonte ! A la fin de l'année, la production est de 43 000 têtes de porcs.

Nous continuons la visite, et saluons les poules au passage, et nous arrivons devant l'élevage de

un exemple de la façon dont la Chine balaye lentement mais sûrement la pauvreté et entre dans la phase de la prospérité au service du peuple travailleur. Cette commune pilote a un développement avancé, mais quel est donc la différence avec celles du district de Tatchai, c'est la question que nous posons au secrétaire du Comité de parti du district. Voici sa réponse :

« Les différences sont de trois ordres, économique, politique, idéologique et malgré une production de 15 tonnes à l'hectare pour les céréales, le rendement n'est pas assez élevé. Notre objectif est d'atteindre 28 tonnes à l'hectare.

« La différence principale est d'ordre politique. Le niveau général de conscience politique des paysans n'est pas assez élevé.

« La différence est aussi idéologique. Les paysans de Tatchai cultivent selon le plan d'État. Dans notre commune, certains paysans ne respectent pas le plan fixé et cultivent des produits qui rapportent plus d'argent. Par exemple, les melons. Nous pensons que c'est une tendance au capitalisme. Les cadres de la commune de Tatchai participent au travail collectif de production trois cents jours par an. Ici, seulement cent vingt jours. Voilà ce que nous devons rectifier pour atteindre notre objectif. »

Michel ROTAUD

* Tatchai : brigade de production du nord de la Chine, citée en exemple à la Chine par Mao Tsé-toung pour la mobilisation idéologique et politique de ses membres qui va de pair avec le

EN DÉCEMBRE 1976
APRÈS LA MORT DE
MAO TSÉ-TOUNG
UNE DÉLÉGATION
DE COMMUNISTES
MARXISTES-
LENINISTES
DIRIGÉE PAR
JACQUES JURQUET
SE RENDAIT
EN CHINE

Le récit de voyage est
toujours disponible
sous forme
de brochure

«La Chine
reste
rouge»

Prix 5F

Passez vos commandes et li-
bellez vos chèques à l'ordre
d'APN-Éditions
BP 279 75 866
PARIS Cédex 18

GREVE A RENAULT FLINS : Voilà deux semaines que 600 OS des ateliers des presses de Renault-Flins sont en grève. Alors que la régie ne cesse de renforcer l'exploitation de ces travailleurs notamment à l'occasion de la sortie du nouveau modèle R18.

Les OS ont réagi en bloc contre la répression qui s'accroît. L'un d'entre eux étant mis à pied deux jours pour retard de trois minutes. Ils se sont mis en grève.

Leurs revendications sont : obtention de la qualification de P1 pour tous, levée de la sanction, embauche des intérimaires. Par ailleurs des mouvements de grève se poursuivent à l'usine Renault de Cléon et à l'usine de Dieppe. Ça bouge chez Renault.

LICENCIEMENTS : 636 licenciements ont été annoncés chez Massey-Ferguson. En effet cette entreprise canadienne de machines agricoles restructure ses filiales françaises. Cela se traduira par 291 licenciements à l'usine de Beauvais, 240, dans celle de Marquette près de Lille et 105 au siège social du Plessis-Robinson dans la région parisienne.

APRES LA VISITE A PHNOM PENH DU PRÉSIDENT CEAUCESCU : Le Kampuchéa démocratique (ex-Cambodge) et la Roumanie ont signé deux accords sur les relations d'amitié et la coopération entre les deux pays à l'occasion de la visite officielle à Phnom Penh du président roumain Nicolae Ceaucescu du 28 au 30 mai, indique « la voix du Kampuchéa », mercredi.

Les deux pays ont par ailleurs publié un communiqué conjoint qui met l'accent sur l'amitié et la volonté de coopération roumano-kampuchéenne, ajoute la radio, et précise que le Premier ministre et secrétaire général du Parti communiste du Kampuchéa, Pol Pot, a accepté une invitation officielle à se rendre en Roumanie à une date qui n'a pas encore été fixée.

NOUVELLE-CALÉDONIE : GREVE ILLIMITÉE DES OUVRIERS DU NICKEL : C'est le lundi 29 mai que les syndicats ouvriers de la Société métallurgique « Le Nickel » (SLN-Groupe Métal) ont décidé la grève illimitée à partir du 1er juin.

Dans ce prétendu « territoire d'outre-mer », le directeur de la SLN a décidé de réduire la production et en conséquence la « masse salariale » serait diminuée de 12 %, pour soi-disant éviter le licenciement de 450 travailleurs. Les ouvriers kanaks apportent la seule réponse possible : la grève.

FETE POPULAIRE DU «CRI»

Le 4 juin 1978 Pignan (Hérault)

SEMAINE ANTI-IMPÉRIALISTE
ET ANTIHÉGÉMONISTE
LES 2, 3 ET 4 JUIN A PARIS
Maison du Maroc - Boulevard Jourdan
Mo Cité Universitaire

A l'appel de

- Association générale des étudiants du Gabon (AGEG)
- Association des stagiaires et étudiants des Comores (ASEC)
- Guinéens pour la Démocratie-nouvelle (GDN)
- L'Union nationale des étudiants centrafricains (UNECA)
- L'Union nationale des étudiants du Kamerun (UNEK)

Avec le soutien de l'Humanité rouge, du PCRml, d'Aydinlik (journal marxiste-léniniste de Turquie), du Comité pro-fondation du Parti des travailleurs dominicains (PTD), des marxistes-léninistes zairois, l'Organisation du travailleur tunisien (El Amel Tounsi), d'O Salto (journal des travailleurs portugais émigrés), du Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Argentine, du Parti communiste révolutionnaire d'Uruguay.

La participation de : l'AMFP (Association médicale franco-palestinienne), du CPKDF, (Comité des patriotes du Kampuchéa démocratique en France), du Comité Zimbabwe, des patriotes libanais, des patriotes mauritaniens.

PROGRAMME

Vendredi 2 juin - 20 H : Intervention centrale commune d'ouverture - Messages des organisations amies - chants, poèmes, danses.

Samedi 3 juin à partir de 15 h : Film sur la Palestine, Film sur le Zimbabwe, Intervention de l'UNECA (Centrafrique), Intervention de l'AGEG (Gabon), Débat spécial sur l'Afrique australe avec un délégué du PAC.

Dimanche 4 juin à partir de 15 h : Film sur le Kampuchéa et débat, intervention de l'UNEK (Kamerun), intervention de l'ASEC (Comores), discours de clôture.

Du côté de la majorité

Ils s'inquiètent !

Barre commencerait-il à douter de la popularité de sa politique chez les travailleurs ? Tout porte à le croire.

Intervenant de façon impromptue sur les deux chaînes de télévision, il est venu expliquer aux Français qu'il faisait « un effort pour maintenir le pouvoir d'achat ! ».

Sérieusement ! En même temps, il est venu se vanter des mesures « sociales » adoptées par le gouvernement. De quoi s'agit-il ? Les salaires des fonctionnaires vont être relevés de 3 %.

La belle affaire quand la hausse des prix promet de

dépasser les 10 % l'an. Promesses aussi concernant le maintien du pouvoir d'achat des allocations familiales. M. Barre ne craint pas d'affirmer qu'il « veut un progrès social réel ». Derrière ces explications pesantes et embarrasées, on sent poindre l'inquiétude face aux réactions qui commencent à se développer dans la classe ouvrière.

Dans la réparation navale et chez Boussac, où règne une grande effervescence. Mais ce sont aussi les mouvements de grève qui se poursuivent à la RATP dans les hôpitaux, ou qui

semblent se déclencher comme chez Renault...

C'est ce même sentiment d'inquiétude qui fait que le RPR adresse une mise en garde à Barre sur la façon de conduire sa politique économique. Comme le dit Chaban-Delmas : « Il ne faut pas que du côté de la majorité on se leurre sur l'importance de la victoire. Si les critiques, les aspirations, les refus, les désirs exprimés par une grande partie de la population ne sont pas pris en compte, le reveil sera cruel ».

Ou bien encore le porte-parole du RPR à la tribune du Parlement : « Le gouver-

nement bénéficie actuellement d'une situation calme qui devrait vous permettre de réussir. Il reste au gouvernement à œuvrer pour que ce calme ne soit pas celui qui précédera la tempête. Les syndicats, même les plus révolutionnaires, ont accepté le principe de la concertation. Prenez garde que les Français, las d'avoir l'impression que le gouvernement se satisfait d'un chômage toujours plus important, ne lui retirent leur confiance ».

Agissons pour que leurs inquiétudes deviennent réalité !

Mercredi à la Mutualité (Paris)

Meeting de solidarité avec l'opposition est-allemande

Mercredi soir, la revue « Allemagne aujourd'hui » organisait un meeting de solidarité pour les victimes de la répression en RDA. Des dissidents, expulsés de RDA, étaient présents, et ont fait résonner la salle de leurs chants de protestation et de révolte.

Un absent à ce meeting : le chanteur Wolf Biermann - qui avait été empêché - mais dont le nom était pourtant sur toutes les lèvres : car c'est à l'occasion de son expulsion en novembre 1976 que des centaines de gens - en RDA et dans le monde - ont critiqué sans

peur le régime est-allemand. Parmi les protestataires, deux chanteurs, G. Pannach et G. Kumert, un étudiant en psychologie, J. Fuchs, aussitôt emprisonnés pendant près de dix mois avant d'être finalement expulsés eux aussi.

Les cas de plusieurs dissidents victimes de la répression ont été évoqués au cours de ce meeting : celui du professeur Havemann, condamné à mort sous le nazisme, victime de la répression des autorités réactionnaires ouest-allemandes après la guerre, puis de celle des autorités de RDA ;

Havemann, privé de tout emploi depuis treize ans, est en résidence surveillée depuis un an et demi.

Le cas des frères Mainz, fils d'un ouvrier communiste qui vit en Allemagne de l'Ouest. Les frères Mainz ont été condamnés à de lourdes peines en RDA parce que, comme le dit leur père présent au meeting, on ne peut empêcher des jeunes qui ont étudié Marx de faire une analyse marxiste de la réalité est-allemande actuelle.

Enfin, le cas de Rudolf Bahro, emprisonné après la publication d'un livre critique, « L'Alternative », en été 1976, et dont on est sans nouvelle depuis.

Quelques cas parmi d'autres. On estime à 6 000 le nombre de prisonniers politiques en RDA. Pannach

exprime bien un sentiment largement répandu en RDA quand il chante :

*« Vivre, voilà ce que nous voulons
Et avant de mourir, si possible
Nous n'avons pas besoin de muselière
La liberté, voilà la chose passionnante
Pour laquelle nous faisons la guerre... »*

*Pour nous qui espérons encore
Vivre des temps meilleurs,
Je gratte ma guitare
Et crie ce que nous crient nos cœurs.*

*Sans plus d'espoir, comme des taureaux captifs
Qui vont au lieu du supplice
Nous ne voulons plus marcher
A leurs commandements ».*

Bombardements sionistes au Liban

Un porte-parole militaire palestinien a annoncé mardi que la ville de Nabatiyeh (nord de Tyr), quartier général des Palestino-progressistes, et tous les villages environnants ont été bombardés.

Le bombardement, effectué par les forces sionistes et les milices conservatrices, aurait fait plusieurs dizaines de morts et blessés parmi la population. C'est le deuxième pilonnage dont font état les Palestiniens dans cette région en quarante-huit heures. Les échanges de tirs se sont poursuivis mercredi.

Le bombardement de Nabatiyeh et de sa région, intervient à la veille de la visite officielle en Syrie du président Elias Sarkis, chef de l'État libanais.

Les bombardements de lundi et mardi se sont produits après une accalmie de près d'un mois, au cours

de laquelle, seuls, quelques tirs sporadiques avaient été enregistrés.

Le calendrier du retrait total des forces israéliennes du Sud-Liban ne serait pas changé, indique-t-on mercredi en Israël dans les milieux proches du ministère de la Défense.

D'autre part, le Conseil de sécurité des Nations-Unies a prolongé de six mois, jusqu'au 30 novembre 1978, le mandat de la Force de l'ONU (FNUOD) stationnée entre les forces israéliennes et syriennes sur les hauteurs du Golan.

La résolution à cet effet a été adoptée mercredi soir par quatorze voix, sans opposition ni abstention. La République populaire de Chine n'a pas participé au vote, pour des raisons de principe, touchant à ses réserves au sujet des forces de l'ONU pour le maintien de la paix.

• Paris

Grève au Printemps-Nation

Un grand magasin où travaillent 600 personnes, à 80 % des femmes. Une petite minorité de travailleurs sont syndiqués. Il y a peu de tradition de lutte dans ce magasin. Or, depuis jeudi 25 mai, 95 % des salariés, c'est-à-dire tout le monde sauf le directeur et quelques cadres, sont en grève, sans préavis.

Depuis samedi, jour de la Fête des mères, les grévistes occupent les entrées du magasin, pour éviter toute détérioration de leur outil de travail et toute provocation patronale.

Leurs revendications vont dans le sens de l'unité : les grévistes exigent 100 F mensuels pour tous ; l'égalité des salaires entre hommes et femmes (dans un même rayon, pour le même travail, les hommes sont moins mal payés que les femmes) ; égalité des salaires pour un même emploi (il n'y a pas deux feuilles de paye semblables) ; et surtout l'alignement des salaires sur ceux du Printemps-Hausmann, où des emplois identiques sont payés 300 à 500 F de plus.

Suite page 4